



## PREFECTURE DE SAONE ET LOIRE

Direction des libertés publiques et de l'environnement  
Bureau de la réglementation et de l'environnement  
Associations  
196 rue de Strasbourg  
71021 MACON cedex 9  
Tel. 03.85.21.80.13

Le numéro W715002730  
est à rappeler dans toute  
correspondance

### Récépissé de Déclaration de MODIFICATION de l'association n° W715002730

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;  
Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

#### Le préfet de Saône-et-Loire

donne récépissé à **Monsieur le Président**  
d'une déclaration en date du : **04 août 2016**  
faisant connaître le(s) changement(s) suivant(s) :

#### STATUTS, OBJET

dans l'association dont le titre est :

#### PURE EXPERIENCE

dont le siège social est situé : 15 avenue Jean Moulin  
71700 Tournus

Décision(s) prise(s) le(s) : **01 juillet 2016**

Pièces fournies : Statuts  
Procès-verbal

Mâcon, le 05 août 2016

Le préfet,

Pour le Préfet,  
Le Chef de Bureau délégué  
Patrick RUBEN

Loi du 1 juillet 1901, article 5 - al 5,6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 3 :

Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés.

Loi du 1 juillet 1901, article 8 - al 1 :

Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.

NOTA :

L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques déclarées comme étant chargées de sa direction ou de son administration.